

LA PERSÉVÉRANCE

JOURNAL SOCIALISTE-RÉVOLUTIONNAIRE

RÉDACTION ET ADMINISTRATION : RUE DE LA MONTAGNE, 43, VERVIERS

Avis important

Nous offrons gratuitement la « PERSÉVÉRANCE » à tous les citoyens qui nous en feront la demande. A cet effet, nous prions nos amis de province et de l'étranger, de bien vouloir communiquer le présent avis à leurs compagnons, pour qu'ils puissent se faire envoyer le journal.

La « PERSÉVÉRANCE » devant se suffire à elle-même, les dons, soit en espèces soit en livres, seront toujours accueillis avec bienveillance.

A nos amis

Il y a un an, nous regrettons ainsi que tous nos amis, la disparition du journal le « Cri du Peuple. » Tous, nous aurions voulu continuer cette publication qui avait si bien servi pendant une année la propagande révolutionnaire.

Hélas ! il n'en a pas été ainsi : le « Cri du Peuple, » après une lutte soutenue et acharnée contre la société existante, a dû cesser de vivre par suite du manque d'argent et surtout par suite des persécutions, des amendes et de la prison infligées à ses rédacteurs.

C'est par de pareils procédés, que la gent policière a quelquefois raison des socialistes-révolutionnaires, seulement, ces victoires remportées par elle, sont de très courte durée, car, malgré tous les déboires, malgré toutes les entraves qu'on sème sur sa route, le parti socialiste-révolu-

tionnaire reparait aussi fort, aussi énergique que jamais et recommence la lutte interrompue avec le même espoir : Arriver un jour à surmonter les persécutions en détruisant les persécuteurs.

Nous savons, et c'est une chose avérée, incontestable, qu'après un échec, un certain découragement se fait sentir même chez les plus ardents révolutionnaires.

Mais, ce qui est indéniable, c'est que ce découragement n'est que momentané. On se remet insensiblement d'une défaite, l'apathie disparaît pour ne plus songer qu'aux souffrances de la plèbe. Alors, par une volonté fermement retrempée, on veut poursuivre le but désiré, on veut tenter un nouvel assaut, on veut enfin triompher malgré et contre tout. Que l'humanité soit débarrassée de ceux qui l'oppriment, on sacrifierait volontier sa vie pour faire avancer le jour de la délivrance.

En publiant la « PERSÉVÉRANCE, » nous nous attendons à des avanies de toutes sortes, mais confiant dans l'avenir nous ferons notre possible pour les surmonter.

Pour l'aider dans cette entreprise, le cercle l'Étincelle compte sur tous ses amis les révolutionnaires pour la soutenir moralement et matériellement au besoin.

En la distribuant gratuitement on pourrait nous demander : comment suffirez-vous aux frais qu'occasionnent un journal ? Nous répondrons ceci : Depuis la disparition du « Cri du Peuple » le cercle

l'Étincelle est parvenu par les cotisations de ses membres, à se procurer un petit matériel d'imprimerie ; le travail qu'exigera le journal, sera fait par eux-mêmes ; il n'y aura réellement à payer que le papier, les frais d'expédition et de correspondances. Il est évident que le journal ne paraîtra que quand il y aura l'argent nécessaire en caisse pour le coût d'un numéro.

Pour nous couvrir de ces petites dépenses, nous comptons sur la bonne volonté de ceux qui recevront la « PERSÉVÉRANCE. »

Avons-nous maintenant besoin d'aborder, dans cet article, la question de principe ? nous ne le pensons pas ; nos anciens lecteurs du « Cri du Peuple » savent que nous sommes des anarchistes et comme profession de foi, nous déclarons ne pas avoir changé de ligne de conduite. Nous continuerons donc dans notre petit journal à défendre ce principe. Toutes les questions s'y rattachant, seront discutées d'une manière honnête et loyale. Nous engageons nos adversaires en socialisme à faire de même. C'est le meilleur moyen d'arriver à vaincre nos ennemis et à assurer le triomphe de la révolution.

N.B. Si petite que soit notre publication, nous invitons pourtant tous les groupes socialistes à nous envoyer leurs communications et annonces, nous trouverons toujours une petite place pour les insérer. Il en sera de même pour les annonces relatives au travail, nous nous empresserons de les publier.

La Conciliation

La nécessité de masser les forces du socialisme se fait de plus en plus sentir. Des appels à la conciliation ont déjà été faits, malgré la divergence d'opinion qui existe, tous sont d'accord qu'il faut l'*union* pour porter le grand coup à l'oppression.

Nous aussi, nous voudrions voir réaliser cette généreuse idée de concorde, mais hélas ! nous en sommes encore bien éloigné.

Il ne suffit pas de reconnaître que l'entente est nécessaire pour qu'elle soit faite, il faut pouvoir se mettre d'accord sur les questions de principe ainsi que sur les moyens d'action. Voilà ce qui devient difficile.

Il faut faire, dit-on, le sacrifice de ses opinions personnelles ! Eh ! qu'est-ce que l'on entend par « opinions personnelles ? » S'il ne s'agit que des petites guerres intestines entre individus, nous n'y devons plus songer ; la cause que nous défendons nous impose aujourd'hui le devoir de les oublier complètement pour porter toute notre haine contre ceux qui oppriment l'humanité.

Sur ce terrain, nous croyons que tous les hommes qui travaillent sérieusement contre les iniquités sociales, seront d'accord avec nous pour ne penser qu'à purger la société du fléau qui la mine depuis déjà trop longtemps et que l'on désigne sous le nom de tyrannie.

Nous sommes donc d'avis, que les questions relatives aux personnalités, s'évaporent au fur et à mesure que la lutte contre l'état social actuel devient sérieuse. Mais il y a autre chose qui nous divise et qui nous empêche de croire à l'entente entre les diverses fractions socialistes ; c'est cette divergence d'opinion qui, malgré le bon vouloir des individus, ne pourrait s'effacer aussi promptement qu'on le désirerait.

Pourrait-on confondre les révolutionnaires avec les évolu-

tionnistes, et les partisans de l'État populaire avec les anarchistes ? Nous sommes loin d'y penser, et si on pouvait nous indiquer un moyen, nous l'examinerions avec toutes les sympathies que mériterait l'auteur d'une aussi excellente idée.

Les auteurs des appels à la conciliation, prétendent, que chaque fraction socialiste devrait faire des concessions sur leur opinion, afin de constituer l'entente commune.

Ils nous est difficile de croire, que l'on puisse faire admettre à un groupe, ne serait-il composé que de quelques membres, qu'il doit faire des ratures dans son programme. Pourtant c'est ce qui devrait être pour avoir l'*Union*.

Est-ce que les révolutionnaires voudront faire de l'agitation légale, ou les évolutionnistes se décideront-ils à faire de l'action révolutionnaire ? Les anarchistes accepteront-ils la centralisation de la propriété si les étatistes persistent à croire que la société n'est pas possible sans pouvoir central ? Pour nous, c'est une énigme dont nous ne pouvons trouver la solution.

Nous ne pouvons admettre une opinion que nous croyons erronée, et nous sommes trop jaloux de notre indépendance pour vouloir imposer les nôtres à ceux qui nient nos principes.

Nous aimons la discussion sur les questions de principe et sur les moyens d'action. Nous examinons avec attention, la manière de voir de nos adversaires, et nous n'hésitons pas à accepter ce que nous y trouvons de bon et de pratique, comme nous sommes tout disposés à abandonner de notre programme, les points qu'il nous serait prouvés ne pas être en harmonie avec la science. C'est la liberté d'examen que nous exigeons, nous repoussons de toutes nos forces l'oppression de la pensée.

Nous l'avons dit en commen-

çant : nous sommes chaudement partisans de la conciliation, nous voudrions voir tous les socialistes du monde marcher d'un commun accord sous la même bannière ; mais nous trouvons que la réalisation de ce vœu est très douteuse.

Il y a pourtant un grand pas à faire sans que personne ne cesse de penser à sa guise. D'abord, commençons par avoir plus de respect les uns envers les autres. Quand il s'agit de discuter, au lieu de nous lancer inutilement des épithètes inconvenantes, discutons sans partis-pris, sans ce fanatisme haineux qui détruit nos forces et nous rend ridicule aux yeux de nos ennemis communs.

Le congrès de Gand de 1877 avait déjà pris cette résolution ; mais hélas ! à peine les séances terminées la lutte recommençait.

Il n'est pas nécessaire que ce soit un congrès qui prenne de telles résolutions ; il faut que les individus se décident d'eux-mêmes, sans quoi il n'y a rien à faire.

Que chacun écarte sa personnalité ; attachons-nous purement et simplement aux questions d'organisation et aux moyens d'agitation ; c'est le seul remède pour éteindre l'antipathie qui existe encore aujourd'hui, notamment en Belgique.

Nous pensons qu'il est plus avantageux pour le triomphe du droit et de la raison, de discuter avec calme et sans partis-pris, que d'employer des termes qui rompent toute entente possible.

Il faut que tous les intéressés s'occupent des questions relatives à la transformation de la société actuelle. Pour cela, il nous faut être plus tolérants envers les différentes opinions qui composent la grande armée du socialisme.

En nous respectant mutuellement nous préparerons l'entente qui doit exister un jour entre tous les membres de l'humanité.

G. GEROMBOU.

Le suffrage universel

Parmi les institutions qui constituent le cortège de l'État ; parmi les moyens que celui-ci emploie pour défendre contre nous sa tyrannique existence, il n'y en a point d'autre, surtout dans les temps que nous traversons, qui ait plus d'importance que le *suffrage universel*. Tous les républicains bourgeois, et même beaucoup de révolutionnaires, le considèrent comme un *principe de droit moderne*, et tous leurs efforts se bornent à désirer pour la réalisation de ce principe plus d'intelligence et plus de dévouement.

Quelques-uns, nonobstant, ne voient en lui qu'un moyen politique, capable de nous conduire à la fin que nous nous proposons.

D'autres refusent de reconnaître en lui l'expressoin d'un droit quelconque, et considèrent son application comme inutile, sinon périlleuse pour notre cause.

L'État ne date pas de nos jours, l'État est aussi vieux que le monde. La première base sur laquelle il s'établit fut la souveraineté divine, et lorsqu'elle fut attaquée par les philosophes, les réformateurs religieux et politiques ; quand l'État chancela, loin de le laisser anéantir, l'esprit de conservation s'efforça de le préserver de la ruine. En s'effondrant, la souveraineté divine s'est transformée en souveraineté humaine. L'expédient avait été trouvé et il ne manquait plus qu'à s'entendre sur le moyen par lequel se manifesterait la souveraineté du peuple. De cette époque date le droit de suffrage.

Depuis lors le suffrage universel a été à l'ordre du jour. Il sert pour tout comme l'élixir du charlatan. Une difficulté surgit dans le monde politique, religieux ou économique, alors on court appliquer la main du suffrage. Il s'emploie à l'Académie, dans les Conciles, à la Chambre, dans les Assemblées populaires ; il se ma-

nifeste par bulletins et par assis et levés. Toutes les divergences d'opinion, tous les conflits d'intérêt, tous les problèmes de la science ne suivent plus qu'une loi, l'infâme loi des majorités. L'arme du suffrage remplace de tous côtés la torche de la Vérité et la balance de la Justice.

On comprend que certains révolutionnaires aient pensé, pour leur parti, à se servir du suffrage universel, sur le terrain de la pratique, en le reposant comme principe de droit. Le suffrage universel comme moyen d'arriver à la révolution, ne laisse pas d'avoir des dangers. L'ambition de la bourgeoisie est grande, et il est certain que beaucoup de ceux qui la composent, désirant un changement dans nos Assemblées électorales, font de suprêmes efforts d'éloquence et de style afin d'atteindre le but qu'ils se proposent. Une fois élevés sur nos épaules ils oublient tous leurs compromis : ils suppriment les journaux révolutionnaires ; persécutent les associations qui les incommode et font de nos bulletins électoraux des cartouches pour envoyer la mort au peuple qui les a élu.

Pour ce qui a rapport aux candidatures ouvrières, nous avons déjà dit plusieurs fois ses inconvénients. Éloignés de leurs compagnons, oubliant leur vie de travailleurs, ils se laissent facilement influencer par l'atmosphère bourgeoise qu'ils respirent. Préférant le salaire du député au salaire du travailleur, ils trouvent une foule de bonnes raisons pour entrer dans le chemin des compromis, pour préférer les salons parlementaires à l'obscur foyer dans lequel ils sont nés, et en peu de temps ils se convertissent en ennemis du peuple. Si nous voulons renverser la civilisation bourgeoise, ne vivons pas de sa vie, ne soumettons pas nos compagnons aux délétères influences, qui ont fait de la classe moyenne, en d'autres temps si laborieuse la plus corrompue qui ait jamais existé. (S.R.)

Les partis politiques en Belgique

Il y a quelques années, les progressistes se rallièrent aux libéraux, parce que ces derniers les empêchaient de réaliser leurs projets réformateurs.

Seulement, ce ne fut qu'après avoir reçu des professions de foi, que les radicaux se décidèrent à s'unir à eux.

Ils leur promirent entr'autre des réformes telles que la révision de la loi de 1842 sur l'enseignement ; l'extention de suffrages, etc., etc...

Or, on a vu comment la révision s'est opérée : on a balancé presque deux années pour n'aboutir à rien du tout, car, ce qui donne de la force à cette révision qui n'est rien par elle-même, c'est la lutte que les catholiques ont engagée contre les libéraux.

C'est un drôle de rouage que celui de la politique représentative et administrative :

Les progressistes s'unissent à leurs ennemis, les doctrinaires, parce qu'ils se jugent impuissants pour lutter contre. Ce qui fait que les idées généreuses qui auraient pu surgir, sont paralysées par ce fusionnement.

Le parti progressiste a préféré s'anéantir dans le doctrinarisme, que de s'unir au parti ouvrier pour marcher en avant. D'un autre côté les catholiques inspirent une telle crainte aux libéraux que ceux-ci n'osent remuer.

Voilà comment il se fait, que les belges vont si difficilement en avant.

Quand on constate tant de couardise de la part des partis bourgeois, nous ne comprenons pas que les ouvriers puissent encore se laisser entrainer à prendre part à ces jeux d'enfant ; ils devraient depuis longtemps savoir qu'il n'y a rien à faire avec ces gens-là.

Peuple fais-donc tes affaires toi-même !

Le Cinquantenaire

La Belgique célèbre en ce moment le cinquantième anniversaire de l'indépendance nationale. Partout, dans les hameaux comme dans les villes, des fêtes sont organisées par les autorités pour honorer le règne des Léopold.

Les autorités secondées par tous les soutiens de la dynastie, s'efforcent de rendre ces fêtes les plus splendides possibles. Des sommes considérables sont dépensées à cet effet, qu'importe si les caisses se vident, les consommateurs sont toujours là pour les remplir.

Pour engager les ouvriers à participer à ces fêtes, rien n'est négligé. C'est à qui fera le plus beau discours; c'est à qui aura le plus de talent pour démontrer que les 50 années qui viennent de s'écouler, n'ont cessé d'être pour tous les belges une source de bonheur et de félicité.

Heureuse Belgique! — Heureux aussi tous ceux qui ont sur cette terre hospitalière, savouré les délices ineffables d'un règne à jamais glorieux, d'un règne qui aura donné à tous, le bien-être et la prospérité.

Le proverbe dit, « qu'on ne saurait contenter tout le monde et son père. » Dans cette circonstance il a raison. Les fêtes de toutes sortes ne suffisent pas encore pour rendre gais et joyeux certains belges qui, habitant le pays depuis longtemps n'ont pas trouvé qu'ils étaient plus heureux sous le règne des Léopold que sous celui des Hollandais.

Comment ne sont-ils pas honnêtes, ces ouvriers, ces valets de fermes et de fabriques, qui prétendent que tout n'est pas pour le mieux dans la libre Belgique.

Comment osent-ils protester contre le régime actuel, eux qui sont si bien choyés, dorlotés et aimés par ceux qui ont l'honneur de les gouverner? C'est à n'y

pas croire; cela surpasse l'imagination des « honnêtes gens. »

Faut-il pour un maigre salaire qu'il leur est donné, crier au voleur? Doivent-ils se mécontenter si, au lieu de pain qu'on devrait au moins leur donner, ils reçoivent de la mitraille?

Les pères et les mères sont-ils dans leur droit en récriminant contre l'impôt du sang? N'est-ce pas absurde de leur part de verser des larmes, pour le simple motif qu'ils vont être séparés de leur fils pendant quelques années.

Si par caprice, par méchanceté ou par plaisir, leurs chefs infligent aux chaires à canon, les punitions les plus atroces, voir même la correction accompagnée de chaînes aux pieds, de coups de bâtons, d'eau et de sable pour nourriture; sont-ce là des faits répréhensibles?

Faut-il enfin leur en vouloir à ces hommes si, sans souci de la vie de milliers d'individus, ils les envoient à la boucherie dans le but de dévaliser leurs voisins.

Eh bien! après tant de souffrances qui commencent et ne finissent qu'avec leur vie, les déshérités ont-ils le droit de se plaindre? Ont-ils le droit de déclarer que la vie est amère et qu'ils aimeraient mieux mourir à l'instant que de continuer à vivre dans l'état de misère ou ils se trouvent?

Non, non! Ils doivent supporter avec patience et résignation ce qu'on leur fait subir. Même plus, ils doivent honorer, respecter leurs seigneurs et maîtres et les remercier de ce qu'ils leur accordent quelques jours de fêtes et de récréation.

En réalité, ces fêtes ne doivent-elles pas donner aux affamés de quoi emplir leur ventre? Il y en a qui oseront encore dire qu'ils l'ont creux...

Allons belges! ne dites pas que vous avez faim car vous mentiriez; inclinez-vous et remerciez vos protecteurs.

Communications

Un congrès révolutionnaire socialiste aura lieu à Bruxelles le dimanche 19 septembre.

Ordre du Jour :

1. Organisation et groupement de toutes les forces révolutionnaires. — 2. Quels sont les moyens les plus efficaces d'agitation révolutionnaire? — 3. Réunion d'un congrès socialiste révolutionnaire international. — 4. Quels sont les meilleurs moyens d'arriver à une fédération internationale des socialistes révolutionnaires.

Le 29 août prochain aura lieu à Bruxelles un congrès universel de libres-penseurs. L'ordre du Jour est fixé comme suit :

1. Histoire et situation de la libre pensée. — 2. Fédération universelle de libres penseurs. — 3. Du libre arbitre. — 4. De la morale.

Le Cercle l'Étincelle tient ses séances tous les samedis.

Collections du journal le Cri du Peuple à vendre au prix de 2 frs. Très bien reliées, 3 frs.

S'adresser au local du cercle, rue de la Montagne, 43.

Les tailleurs et tailleuses ainsi que les tisserands, sont invités à faire l'essai d'une huile lubrifiante qui se vend chez Emile PIETTE, pour le graissage de leur machine.

IMPRIMERIE
Emile PIETTE
RUE DE LA MONTAGNE, 43,
VERVIERS

Cette imprimerie se recommande pour tout ce qui concerne la typographie, tels que : Factures, Circulaires, Cartes d'adresse et de visite, Bulletins de Sociétés, Lettres mortuaires, Programmes de danses et de concert, etc.

Articles de Bureau

Verviers, imp. Emile PIETTE.
Rue de la Montagne, 43.